

## L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes

Frédéric Cépède

Créé en 1969, l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) a soufflé en juin 2014, en toute discrétion, ses quarante-cinq bougies<sup>1</sup>. Reconnu depuis plus de trente ans comme un centre de documentation et d'archives incontournable sur l'histoire du mouvement socialiste français et européen<sup>2</sup>, présidé depuis juin 2000 par l'historien Alain Bergounioux, il est également un acteur dynamique de la recherche en histoire politique et sociale, à travers son rôle pour une meilleure connaissance de ses sources<sup>3</sup>, et à travers ses publications, ses séminaires de recherches, et ses colloques<sup>4</sup>. Il accueille les lecteurs du lundi au jeudi dans la salle de consultation du 6, cité Malesherbes, siège du Centre d'archives socialistes de la Fondation Jean-Jaurès (FJJ)<sup>5</sup> dont il occupe depuis 2007 une partie des locaux et des rayonnages. Avec plus de six cents visites en 2013, ce sont près de

---

<sup>1</sup> Sur l'histoire intérieure de l'OURS, voir le numéro spécial de *Recherche socialiste* (n° 7, juin 1999) publié à l'occasion de son 30<sup>e</sup> anniversaire, et notamment l'article de Denis Lefebvre, son secrétaire général, « Jalons pour une histoire de l'OURS », p. 13-33. Voir également, Ismail Ferhat, « À l'ombre du pouvoir : l'Office universitaire de recherche socialiste dans les années 1980. Analyse des mutations d'une association socialiste », mémoire de master 2, Sciences Po, 2005, 188 p.

<sup>2</sup> En 1997, nous avons présenté les archives de l'OURS dans le bulletin *Les Échos* publié par la Section archives des administrations centrales, des Archives nationales. Cette présentation a été mise en ligne en 2002. Bien des éléments sont développés dans le présent article : <http://www.archivistes.org/Centre-d-archives-de-l-office> [lien consulté le 31 septembre 2014].

Voir également l'article de Philippe Marlière, « L'OURS : trajectoire d'un lieu de mémoire socialiste », dans Claire Andrieu, Gilles Le Beguec, Danielle Tartakowsky (dir.), *Associations et champ politique, La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001. Et, plus récemment, Vincent Chambarlhac, « Le parti et ses archives : à distance de l'archive socialiste », dans François Audigier, David Colon, Frédéric Fogacci, (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, volume 4, Bruxelles, Peter Lang, collection « France contemporaine », 2012.

<sup>3</sup> En 2000, il est membre fondateur du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS), destiné à échanger des informations et à créer des outils pour sauvegarder et rendre visible cette documentation. <http://www.codhos.asso.fr/> [lien consulté le 31 septembre 2014].

<sup>4</sup> Depuis 1969, l'Office édite un mensuel, *L'OURS*, devenu un journal de critique qui suit notamment l'actualité éditoriale en histoire politique et, en supplément, une revue aujourd'hui semestrielle, *Recherche socialiste*, dans laquelle ont été publiés des « sources » et de très nombreux articles de recherche sur l'histoire socialiste au sens large. Il tient depuis 1997 un séminaire « Socialisme », en partenariat au départ avec le Centre d'histoire sociale (CHS) du XX<sup>e</sup> siècle de Paris 1, rejoints par la FJJ, qui tient de sept à huit séances par an. Les sommaires des publications, des séminaires, les programmes des colloques sont publiés sur notre site internet. [www.lours.org](http://www.lours.org) [lien consulté le 31 septembre 2014].

<sup>5</sup> Voir la présentation du Centre d'archives socialistes de la Fondation Jean-Jaurès dans *Histoire@Politique*, n° 13. <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=sources&item=16>. Et le site dédié aux archives : <http://www.archives-socialistes.fr/> [liens consultés le 31 septembre 2014].

cent cinquante personnes différentes qui sont venues consulter ses fonds, un ou deux jours ou très régulièrement dans le cadre d'une thèse, d'un mémoire universitaire, d'un ouvrage, d'une communication à un colloque, d'un article, ou comme c'est désormais le cas dans tous les lieux de conservation d'archives, d'une recherche généalogique.

L'OURS conserve aujourd'hui plus d'une centaine de fonds d'archives (fonds d'organisations, de responsables et de militants socialistes<sup>6</sup>). Mais avant de présenter ces archives socialistes, il est nécessaire de situer les origines et de raconter le développement de l'Office tant ils témoignent des rapports singuliers que les socialistes entretiennent avec leur histoire et leurs archives. Ces rapports s'inscrivent dans une histoire faite de luttes de tendances, de scissions et de réconciliations. Les archives socialistes ont aussi subi le contrecoup de l'Occupation de la France entre 1940 et 1944. De même, doit-on tenir compte du contexte législatif et institutionnel national. Ce contexte national et ces péripéties de l'histoire partisane expliquent en partie pourquoi les archives socialistes sont aujourd'hui si dispersées, voire éparpillées, et pourquoi l'OURS et la Fondation Jean-Jaurès « gèrent » celles du PS d'Épinay. Dans le même temps, ces deux centres d'archives conservent leurs propres fonds et collections et continuent à prospecter chacun de leur côté pour sauver des archives en péril dans toutes les composantes de la gauche socialiste en fonction de leur histoire et de leurs réseaux. À l'heure de l'histoire et de la mémoire, les combats du passé s'apaisent, l'Office ayant par exemple reçu en dépôt dans les années 2000 des archives de militants du Parti socialiste autonome (PSA) et du Parti socialiste unifié (PSU).

## **Un parti et ses archives : entre intérêt et négligence<sup>7</sup>**

Quand, en 1905, vingt-six ans après « l'immortel » congrès de Marseille qui a vu en 1879 la naissance du premier parti se réclamant du socialisme<sup>8</sup>, les socialistes français se (ré)unifient enfin après plusieurs tentatives avortées, ils ont déjà une longue histoire derrière eux, et ont produit une masse d'archives importante... déjà éparpillée. S'agissant des rapports et des débats des congrès des « chapelles » socialistes, au-delà des comptes rendus dans sa presse, l'habitude a vite été prise de les publier sous forme de livres et de brochures. Ses militants sont aussi, jusqu'à nos jours, ses premiers historiens<sup>9</sup>. Des journaux de toute nature, de toute périodicité, de toute longévité existent à travers le pays pour véhiculer le message socialiste – plus de 1 100 titres ont été répertoriés pour la seule période 1870-1914<sup>10</sup>. Aucun de ces

<sup>6</sup> Nous renvoyons une fois pour toutes à la page de notre site internet qui donne accès aux inventaires des fonds et à la liste complète des fonds déposés. <http://www.lours.org/default.asp?pid=12>

<sup>7</sup> Cette partie s'inspire de l'article de François Lavergne, « Les socialistes et leurs archives. Retour aux sources de la SFIO », *Recherche socialiste*, revue de l'Office universitaire de recherche socialiste, n° 13, décembre 2000, p. 21-36.

<sup>8</sup> La Fédération du Parti des travailleurs socialistes de France.

<sup>9</sup> Jean Jaurès, Léon Blum, Alexandre Desrousseaux dit Bracke, Alexandre Zévaes, ...puis Louis Lévy, Georges Lefranc, jusqu'à Claude Estier, Louis Mexandeau et tant d'autres ont écrit des morceaux d'histoires socialistes, entre histoire et mémoire, ou des synthèses. Sur ce point, voir Fabrice d'Almeida, *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes, 1945-1983*, préface de Gaetano Arfé, Rome, École française de Rome BEFAR 302, 1998, 629 p., tiré de sa thèse,

<sup>10</sup> Marjorie Gaudemer, *Inventaire de la presse socialiste 1871-1914*, Paris, Codhos éditions, 2007, 124 p.

partis n'a de siège véritable et *a fortiori* de politique de conservation de ses sources. En avril 1905, le Parti socialiste SFIO est fondé essentiellement par la fusion de deux partis, le Parti socialiste français (PSF) de Jean Jaurès, et le Parti socialiste de France (PSDF) de Jules Guesde, eux-mêmes regroupements en 1902 de différentes chapelles (indépendants, allemanistes, broussistes, guesdistes, vaillantistes, etc.). Les statuts adoptés se calquent sur ceux de la formation de Guesde : la SFIO est une fédération de fédérations (dans la majeure partie des cas départementales), elles-mêmes étant des fédérations de sections locales, organisées sur la base de la commune principalement. Une large autonomie est laissée aux fédérations dans leur fonctionnement. Cette structure perdure jusqu'à aujourd'hui et explique en partie l'absence de centralisation des archives socialistes. S'y ajoute longtemps la modicité des moyens : jusqu'en 1914, le PS, malgré le doublement de ses effectifs (140 000 en 1914), du nombre de ses élus, de ses députés (100 en 1914), compte à son siège moins de dix permanents. Parmi eux, dès le départ, un chargé de la bibliothèque et des archives : Lucien Roland<sup>11</sup>, par ailleurs propagandiste de la bonne parole dans les fédérations, et libraire du Parti. Mais, il n'existe pas de lieu de conservation, et la SFIO loue un petit local, en 1905, rue de la Corderie dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris, puis en 1912, un siège à peine plus grand au 37, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie dans le 4<sup>e</sup> arrondissement. En 1912, la publication par l'éditeur populaire Édouard Quillet des premiers volumes de *L'Encyclopédie socialiste*<sup>12</sup> mise en chantier par Compère-Morel et Jean-Lorris, deux propagandistes de la mouvance guesdiste, rejoints par d'autres militants, témoigne du besoin pour les socialistes d'écrire leur histoire. Dans ce dessein, l'appel aux sources est une nouvelle fois primordial, et leur publication un signe de la volonté de « transparence » affichée par leur parti. Douze volumes sortiront entre 1912 et 1921, complétés par un *Grand dictionnaire* en 1924, qui en constitue une sorte d'index, offrant un tour d'horizon de la « France socialiste », de ses hommes, de sa doctrine, de ses forces et de ses faiblesses militantes, de ses résultats électoraux, sans négliger le monde syndical, la mutualité, le socialisme international.

Le congrès de Tours, en décembre 1920, constitue le premier séisme dans l'histoire de la SFIO et de ses archives. En janvier 1921, les minoritaires socialistes s'installent rue Feydeau, siège du *Populaire* dirigé alors par Jean Longuet. Les discussions avec les communistes sur le partage des biens de l'ancien Parti durent de longs mois et, comme l'écrit Tony Judt, « n'aboutirent [...] à rien<sup>13</sup> ». Dans son rapport pour le congrès de l'automne 1921, Paul Faure, le secrétaire général, le signale : « Tout était à refaire. Presque tout l'avoir du Parti restait entre les mains des dissidents bolchevistes : *local, meubles, archives, librairie, journal et pas mal d'argent liquide*. » Tirant sans doute quelques leçons de la scission, la SFIO maintenue crée

<sup>11</sup> Sur tous les socialistes cités dans cet article, nous nous permettons de renvoyer à la base en ligne du Maitron, le dictionnaire biographique du mouvement social, publié sous la direction de Jean Maitron et de Claude Penetier. <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr> [lien consulté le 30 septembre 2014].

<sup>12</sup> Madeleine Reberieux, « Guesdisme et culture politique : recherches sur l'*Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel », *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1976, p. 211-227. Et Vincent Chambarlhac, « *L'Encyclopédie socialiste, une forme singulière pour une cause politique ?* », *Genèse*, 2004 : 4, n° 57, p. 4-22. [http://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=GEN\\_057\\_0004#noi](http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=GEN_057_0004#noi) [lien consulté le 30 septembre 2014].

<sup>13</sup> Tony Judt, *La reconstruction du Parti socialiste français, 1921-1926*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.

alors une sous-commission chargée des archives, confiée au secrétaire général adjoint Jean-Baptiste Séverac dans laquelle on retrouve, de la « gauche » à la « droite », toutes les tendances du Parti (Maurin, Mayéras, Sembat, Renaudel). La reconstruction est difficile mais le parti reprend progressivement vie et sa production en tout genre augmente. Ainsi, à partir de 1926, les éditions du Parti se diversifient, les sténotypies intégrales des congrès sont (re)publiées. Le Parti se redresse financièrement ; son quotidien, *Le Populaire*, après avoir rencontré de grosses difficultés, passe bientôt de quatre à six, puis à huit pages au temps du Rassemblement populaire. En 1932, la sous-commission des archives disparaît et Séverac devient secrétaire général adjoint avec les archives dans son champ d'action. Cependant, à partir de 1937, plus aucune allusion aux archives n'est faite dans les attributions des administrateurs du Parti. Cette question n'est plus, on le constate, prioritaire : est-ce parce que sa direction pense avoir réglé la question en emménageant dans de nouveaux locaux plus vastes, plus propices à leur conservation ?

En effet, le Parti socialiste a lancé en 1927 une souscription auprès de ses militants pour acheter « la Maison du parti ». En 1928, pour la première fois, il devient propriétaire de son siège, un immeuble situé 9, rue Victor Massé dans le 9<sup>e</sup> arrondissement qui héberge aussi la rédaction et l'imprimerie du *Populaire*. Dix ans plus tard, la direction du Parti s'installe au 12, cité Malesherbes, une voie privée à proximité du siège de son quotidien. La SFIO dispose donc désormais d'un local où conserver sa documentation.

En 1933, Amédée Dunois<sup>14</sup>, responsable du centre de documentation, au moment où il incite son parti à se lancer dans la constitution d'une bibliothèque socialiste, apporte des précisions sur le rapport des socialistes à leurs archives<sup>15</sup> :

« Le socialisme et le mouvement ouvrier, entendus l'un et l'autre au sens le plus extensif, ont derrière eux une longue et magnifique histoire, dont rien ne devrait être perdu, dont notre soin constant devrait être de remettre en lumière les moindres particularités. Que faisons-nous pourtant à cet égard ? Si peu, que ce peu-là pourrait bien être égal à rien ! [...] »

Le constat est lucide, et Dunois rappelle qu'un premier rapport remis en 1912 invitant le parti à prendre soin des sources de son histoire a été enterré. Il cite un extrait de l'argumentaire d'Ernest Poisson qui au même moment veut créer un « Musée social socialiste » :

« Dans la circulaire qu'ont envoyée le 3 janvier dernier les promoteurs de l'Institut d'histoire, ils attiraient l'attention sur "la perte quotidienne" des documents relatifs à l'histoire prolétarienne : "Nous avons appris, disaient-ils, que la correspondance et les papiers de Benoît Malon avaient été perdus dans un déménagement : que les clichés

<sup>14</sup> Journaliste à *L'Humanité* à partir de 1910, Amédée Dunois a suivi la majorité au congrès de Tours. Il a exercé de grandes responsabilités au secteur d'éditions du Parti communiste et en a gardé certainement un goût pour l'organisation « scientifique » de la propagande. Ce retour de Dunois à la SFIO en 1930 (il a quitté le PC en 1927) a déplu aux amis de « la Vie socialiste » (Renaudel, Déat, les « participationnistes » de la SFIO), qui étaient à l'origine de la création de cet office de documentation et s'en trouvaient exclus, qui plus est par un ancien communiste. C'est sous son impulsion que la SFIO a développé une politique éditoriale enfin digne du grand parti qu'elle était devenue. Cf. Frédéric Cépède, « Les maisons d'édition du Parti socialiste SFIO (1905-1940) », mémoire de maîtrise d'histoire, université de Paris 1, 1996.

<sup>15</sup> Amédée Dunois, « Pour la bibliothèque du Parti », *La vie du Parti, supplément mensuel du Populaire*, n°42, 10 avril 1933. Article en ligne sur le site de l'OURS : <http://www.lours.org/default.asp?pid=911> [lien consulté le 30 septembre 2014].

Frédéric Cépède, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 24, septembre-décembre 2014 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

des œuvres d'un patriarche du socialisme avaient été envoyés à la fonte ; qu'un professeur de l'École d'anthropologie, dans son irritation de ne pouvoir trouver un acquéreur ou même un dépositaire pour sa bibliothèque et ses papiers, les avait brûlés dans son jardin ; que des collections de journaux doctrinaux avaient été vendus aux vieux papiers, etc." [...]

« Ce que nous possédons d'antérieur à 1914 est, pour l'heure, étonnamment pauvre. »

Certes, Dunois s'intéresse essentiellement à la presse et aux brochures socialistes (de « doctrine » mais aussi aux discours, comptes rendus de congrès, rapports...), qui sont – nous n'insisterons jamais assez – un vecteur essentiel de la diffusion du message des socialistes et donc une « source » de première importance ; mais, en évoquant ensuite l'espoir qu'il porte dans la sauvegarde du fonds Jules Guesde, il souligne l'intérêt de l'« archive », au sens large du terme (papiers privés, correspondance), pour restituer le parcours d'un homme. Il invite ses camarades à une prise de conscience de l'importance qu'il y a à conserver des sources pour écrire leur histoire.

Notons que, dans cet article, Dunois n'apporte aucun éclairage sur le destin des archives « socialistes » d'avant Tours. Il n'évoque même pas la scission comme cause de ce manque de sources, alors qu'il a justement été l'un de ceux qui ont eu en charge la documentation dans le jeune Parti communiste et qu'il dispose sans doute de quelques informations sur leur devenir. La SFIO ne « réclame » plus rien au PC à propos de ce que certains de ses militants considèrent comme « ses » archives. Sans doute ne veut-elle pas rouvrir des blessures encore vives<sup>16</sup> ? Il est difficile de se faire une opinion définitive mais l'article de Dunois laisse entendre que la situation qui prévalait ne satisfaisait pas le Parti, sans qu'il sache comment y remédier. Doit-on en conclure que la SFIO de Jaurès était, elle aussi, très négligente, et qu'elle ne conservait rien, la question des archives socialistes ne se posant qu'à partir du moment où la scission a eu lieu ? Ce désintérêt serait alors l'explication de ces « pertes ». Remarquons pour finir que le fonds Jules Guesde partira à Amsterdam... faute de solution pérenne en France, malgré le signal d'alarme tiré par Dunois et Poisson.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les archives de la SFIO conservées alors au siège de la SFIO ne concernent donc que la période postérieure à la scission. Les appels lancés pour retrouver les revues, les périodiques, les brochures, les livres édités depuis les débuts du mouvement ouvrier n'ont pas rencontré un grand écho.

Un nouveau séisme politique et archivistique se prépare. La SFIO implose en juillet 1940, les affrontements face à la guerre entre les pacifistes et les bellicistes ayant créé une fracture irréparable. Le 23 juillet 1940, René Hug, secrétaire du Parti est informé que le siège a été vidé et qu'un écriteau en allemand en interdit l'accès sous peine de mort. Fin août 1944, quand les socialistes retrouvent le siège de leur parti, il est vide. Seconde césure dans les archives après la scission communiste. S'agissant de sa documentation et de ses archives, la SFIO repart quasiment de rien : elle relance une maison d'édition, sa presse, une revue, sa propagande... Le 12, Cité

<sup>16</sup> Frédéric Genevée dans son récent ouvrage sur les archives du Parti communiste ne traite pas, sans doute faute de sources, cette question des archives de la période 1905-1920. Elles ne figurent pas dans les fonds communistes répertoriés ou connus. Il y a là une histoire à compléter. Frédéric Genevée, *La fin du secret. Histoire des archives du Parti communiste français*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2012, 172 p.

Malesherbes reste le siège du Parti socialiste SFIO jusqu'à sa disparition en 1969, puis celui du Parti socialiste jusqu'à son premier déménagement en 1975.

De nouveaux appels sont lancés aux militants pour reconstituer les collections de journaux, de revues, les brochures. À son siège, le Parti classe sa documentation administrative, ses circulaires, ses correspondances avec les fédérations et les partis frères de l'Internationale socialiste, enfin les dossiers de travail de ses commissions. Ses réunions (congrès nationaux annuels puis tous les deux ans à partir de 1961, ses conseils nationaux trimestriels, ses réunions « extraordinaire », ses réunions d'information...) sont sténographiées et forment de gros volumes reliés. Mais, sauf en 1950 et en 1951, ceux-ci ne sont plus publiés faute de moyens et probablement de demande militante. Les réunions du comité directeur (CD), son organe de direction élu par le congrès national, font l'objet de procès-verbaux. Les réunions de son bureau et de son secrétariat donnent lieu à des relevés de décisions, souvent communiqués dans le *Bulletin intérieur du Parti socialiste SFIO*, le « journal officiel » destiné aux cadres du Parti. De multiples bulletins de liaison des commissions ou des groupes thématiques du Parti sont édités.

Dans les années 1950, la SFIO participe à l'enquête sociologique menée par Maurice Duverger et par la Fondation nationale des sciences politiques sur les partis politiques en diffusant un questionnaire à ses fédérations, ce type d'enquêtes étant réitéré par le parti pour sa propre information<sup>17</sup>. Après un cinquantenaire de la SFIO en 1955 perturbé par la grave crise de la Communauté européenne de défense, le centenaire de la naissance de Jaurès en 1959 est l'occasion pour le parti de revenir sur son histoire et de solliciter ses militants pour en retrouver des traces souvent ténues du fait de cette histoire tourmentée. D'autant qu'en 1958, le procès en légitimité jaurésienne et blumiste porté par les opposants à la direction de la SFIO et à son secrétaire général Guy Mollet l'a aiguillonnée et poussée à ne pas céder sur ce terrain de l'histoire et de la mémoire<sup>18</sup>. S'agissant des sources, elles sont conservées mais sans attention particulière à leur préservation ni souci de valorisation. Et rien ne change à cet égard dans les années 1960.

Les socialistes sont loin d'être les seuls à accorder peu d'attention à leurs archives même si, dans leur cas, la volonté de certains d'entre eux d'écrire leur histoire aurait pu les rendre plus soucieux de la conservation des sources. En 1958, la Constitution reconnaît le rôle des partis politiques (et ils doivent justifier de l'utilisation des fonds publics qu'ils reçoivent depuis les lois sur le financement de la vie politique au début des années 1990), mais aujourd'hui comme hier, ils ne sont soumis à aucune obligation légale s'agissant de la conservation de leurs archives politiques. Dans ce

<sup>17</sup> Sur ces enquêtes, dont les archives sont conservées dans le fonds du Parti socialiste SFIO, voir l'article de Marc Sadoun, « Sociologie des militants et sociologie du parti. Le cas de la SFIO sous Guy Mollet », dans *Revue française de science politique*, vol. 38, n° 3, juin 1988, p. 348-369.

<sup>18</sup> La société des amis de Léon Blum a été créée en 1950 au lendemain de la mort de Blum. Présidée longtemps et animée par des proches de l'ancien président du Conseil (Vincent Auriol, Daniel Mayer, Robert Verdier), elle est, depuis 2010, présidée par l'historien Gilles Morin. La création en 1959, à l'occasion du centenaire de la naissance de Jaurès, de la Société d'études jaurésiennes (SEJ) s'inscrit dans la crise socialiste des années 1956-1960. L'adhésion de responsables de la SFIO, dont Guy Mollet, sera discutée. Pour Fabrice d'Almeida, la SEJ « représente une autre tentative de disjoindre le passé socialiste de la SFIO », *op. cit.*, p. 359. Cf. également Philippe Marlière, « La mémoire socialiste. Un cas d'étude sociologique du rapport au passé », thèse de doctorat de sciences politiques et sociales, Institut universitaire européen, Florence, mai 2000, sous la direction de Stephen Lukes (éditée en 2008 chez l'Harmattan), 528 p.

domaine, chacun essaie de respecter ce que prévoient ses statuts, ceux-ci reflétant les rapports entre la direction du parti et ses militants, voire ses sympathisants.

## L'OURS, de la formation à l'archive

Dans les années 1960, le déclin de la SFIO pour les socialistes, qu'ils soient membres du parti ou qu'ils l'aient quittée pour rejoindre le PSA, le PSU ou les clubs, tient en grande partie à un échec de la formation des militants. Ce diagnostic est largement partagé même s'il n'est pas interprété de la même façon. Côté SFIO, le Parti ayant été incapable d'expliquer sa politique à ses militants, ces derniers n'ont pu comprendre la cohérence des choix dictés par les circonstances. Côté clubs et PSU, les carences de la formation expliquent que la direction a failli par manque de culture politique, et qu'elle a conservé le soutien de la majorité des militants. Bref, la formation, à la doctrine, à l'histoire, à la politique, apparaît comme un enjeu central du renouvellement de la gauche socialiste.

En créant l'Office universitaire de recherche socialiste en juin 1969, sous le statut d'association loi 1901, Guy Mollet prenait donc acte de l'incapacité du PS au cours de son histoire à mener en interne et sur la durée une réflexion doctrinale, des recherches et des études historiques. Son fondateur nomme son association l'« OURS » pour adresser un clin d'œil à Bracke-Desrousseaux<sup>19</sup>, helléniste, professeur à l'ENS, traducteur de Marx, et responsable socialiste, l'un de ses maîtres en socialisme, dont le caractère parfois ombrageux lui avait valu le surnom affectueux de « père OURS ». L'OURS est donc un « office » et dans cet acronyme, le terme « universitaire » renvoie moins à la Sorbonne qu'aux universités populaires d'antan, à la culture ouverte à tous ; les termes « recherche » et « socialiste » s'imposent d'eux-mêmes. L'OURS s'installe tout d'abord 86, rue de Lille, à proximité de l'Assemblée nationale dans un appartement du 7<sup>e</sup> arrondissement de près de 200 mètres carrés prêté à Guy Mollet depuis 1959 et qui fut le siège de « son » hebdomadaire *Démocratie*, puis de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) entre 1965 et 1969.

Au départ, il est peu question à l'OURS d'archives, mais plutôt de formation. Un contrat d'association est passé début 1970 entre l'Office et le « nouveau » PS dirigé alors par Alain Savary, avec pour objectif premier de créer une « école de cadres ». L'accord porte aussi sur la diffusion de ses publications<sup>20</sup> et de cours par correspondance (doctrine, histoire, syndicalisme, culture, littérature...). L'OURS organise aussi des colloques avec des associations « cousines », et la participation de responsables syndicaux et du PCF. Dans ses premières années, l'Office récupère, classe et met en consultation dans son local essentiellement la littérature « grise » socialiste (presse, revues, brochures, livres... dont on a signalé l'importance). Guy Mollet y dépose ses archives personnelles, dont les comptes rendus des comités directeurs de la SFIO pour la période d'après-guerre. Sont également conservées les archives de la FGDS restées sur place après sa dissolution en 1969.

<sup>19</sup> Sur Bracke, cf. Christophe Prochasson, « Entre hellénisme et socialisme : le “cas Bracke” », dans Bertrand Ménéger *et alii*, *Cent ans de socialisme septentrional*, Villeneuve d'Ascq, université de Lille III, 1995. En partie repris dans Christophe Prochasson, *Les Intellectuels et le socialisme XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 298 p.

<sup>20</sup> Un journal mensuel, un *Cahier-Revue* également mensuel (il publie des textes fondamentaux, des discours de Blum, consacre des numéros aux vieux maîtres, à Bracke, à Guesde, à Jaurès...).

L'issue du congrès d'Épinay change les perspectives pour l'OURS. Le contrat signé avec Savary qui en faisait un organisme associé au PS entre 1970 et 1971, chargé d'une partie de la formation, est rompu en 1972. L'OURS, « ni courant de pensée, ni courant d'un parti politique » d'après ses statuts, poursuit donc son aventure à côté du Parti socialiste mais nettement en dehors, une partie de la majorité miterrandiste ne se sentant pas l'« héritière » de la SFIO et développant une lecture très critique de son histoire. Au début des années 1970 les chercheurs qui viennent consulter à l'OURS sont reçus par Pierre Rimbert<sup>21</sup>, un militant socialiste et marxiste (ouvrier typographe passé par le PCF dont il a été exclu en 1934 avec André Ferrat ; résistant, il a été membre du Comité directeur entre 1946 et 1948, puis fut l'un des fondateurs du PSA puis du PSU). Fêré d'histoire et de doctrine, auteur avec Georges Bourgin d'un « Que sais-je ? » sur *Le Socialisme*, familier de l'Institut français d'histoire sociale, il a rejoint l'Office en 1970, Guy Mollet l'ayant assuré qu'il pourrait y travailler en toute liberté. Rimbert prend en charge la publication dans le *Cahier de l'OURS* d'une « Histoire du parti socialiste SFIO » qui offre une large place à la publication de documents. La mort de Guy Mollet, en octobre 1975, ne signe pas la disparition de l'Office qui entend poursuivre l'œuvre de son fondateur, notamment en matière de réflexions doctrinales et de recherche historique.

L'arrivée de Denis Lefebvre ouvre une nouvelle phase : jeune journaliste, passionné d'histoire, assistant parlementaire du successeur de Guy Mollet à l'Assemblée nationale, André Delehedde, avant de rejoindre le secrétariat de Claude Fuzier<sup>22</sup>, il prend contact avec d'anciens militants et leur propose de confier leurs archives à l'OURS. Cette prospection plus systématique avec les premiers dépôts significatifs (notamment la correspondance de Paul Faure, secrétaire général de la SFIO entre 1920 et 1940, donnée par sa secrétaire personnelle Suzanne Caille) nourrissent les publications de l'OURS et attirent l'attention des chercheurs. Mais l'essentiel des archives de la SFIO est toujours en danger. Le PS ayant déménagé une première fois de son siège de la Cité Maiesherbes pour s'installer plus près de l'Assemblée nationale, place du Palais-Bourbon, la question de ses archives, et notamment de celles de la SFIO, conservées, voire stockées, dans ses caves, se pose. En 1975, autour de l'universitaire Philippe Machefer, professeur à l'université de Nanterre, des historiens intéressés par l'histoire socialiste se réunissent au PS et attirent également l'attention sur les sources de la SFIO. Un premier travail de sauvegarde est alors organisé : des microfilms des sténotypies des congrès de la SFIO sont réalisés et déposés à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), à Nanterre.

À la fin des années 1970, les relations de l'OURS avec le PS se détendent de part et d'autre et des rapprochements s'opèrent notamment avec l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER) du PS placé sous la direction de Jean Pronteau, un ancien communiste ayant rejoint le PS. En 1980, Denis Lefebvre, Claude Fuzier, Véronique Neiertz, documentaliste du PS, alertent le parti sur les risques de destructions de ces documents, et proposent de les confier à l'OURS, qui, disposant d'un local, peut les accueillir et les mettre à la disposition de la communauté scientifique comme des

---

<sup>21</sup> « Pierre Rimbert 1909-1991. Une vie pour le mouvement ouvrier », *Cahier et revue de L'OURS*, n° 208, novembre-décembre 1992, 40 p.

<sup>22</sup> Responsable de la fédération de la Seine de la SFIO, journaliste, dernier directeur du *Populaire*, sénateur, maire de Bondy, il sera vice président puis président de l'OURS.



militants<sup>23</sup>. Peu après l'installation du PS rue de Solférino, en deux grands déménagements en 1981 et 1984 – et sans qu'un contrat, pourtant préparé, ne soit finalement signé –, l'Office récupère l'essentiel des archives de la SFIO qui se trouvent encore à la Cité Malesherbes. Celles-ci sont alors stockées dans les caves de la mairie de Bondy, avant leur tri et leur rapatriement pour inventaire rue de Lille. Dès lors, l'OURS devient le dépositaire de fait des archives de la SFIO depuis la Libération et d'une série d'autres papiers antérieurs ou postérieurs<sup>24</sup>.

## **Les archives du Parti socialiste SFIO : état des sources**

Malheureusement, l'inventaire entrepris au milieu des années 1980 révèle à la fois les richesses, mais aussi les lacunes importantes dans les archives<sup>25</sup>. À l'époque, ces disparitions – parfois des « poubellisations », dont beaucoup de militants ont été les témoins – nous semblent d'ailleurs plus liées à la nécessité de trouver de la place dans un local devenu exigu, que relever d'un choix délibéré de faire du « passé table rase ». Mais le constat est clair : le PS, en tant que parti, comme la SFIO, se préoccupe peu de ses archives, et peut-être encore moins de celles de son prédécesseur. Trois exemples de disparitions sont emblématiques. Les correspondances échangées entre le secrétariat de la SFIO et les fédérations pour la période 1944-1959 ont été « épargnées » contrairement à celles de la période 1959-1969. Les collections reliées des circulaires nationales ont disparu, alors qu'elles étaient consultables – en deux exemplaires reliés – au siège du Parti selon une note interne de 1959. Pour les sténotypies des congrès et des conseils nationaux, des réunions des secrétaires fédéraux et des conférences diverses, seuls sont récupérés les volumes concernant la période 1953-1969, alors que la lecture des sources de quelques travaux universitaires des années 1970, confirme que ceux des années post-Libération ont été consultés pour des thèses ou des ouvrages<sup>26</sup>.

Pourtant, ces nouvelles sources disponibles attirent les étudiants et les chercheurs, et la fréquentation de l'OURS triple dans ces années qui correspondent à un nouvel intérêt de la recherche pour le mouvement socialiste, mais également pour l'histoire européenne et internationale. Toutes les archives de la SFIO déposées à l'OURS sont

<sup>23</sup> Lettre de Béatrice Marre, déléguée générale à l'administration, du 30 juin 1980 à François Mitterrand, premier secrétaire du PS, accompagnée du projet de convention. La convention prévoyait également de faire de l'OURS le dépositaire, années après années, des doubles des « minutes des congrès, conventions, comités directeurs, communiqués... ». Archives du PS.

<sup>24</sup> Prenant acte de cette réalité, le 16 juin 1997, François Hollande, Premier secrétaire délégué du PS, dans un courrier adressé au président de l'OURS, Pierre Guidoni « officialise » l'OURS comme « gestionnaire » des droits sur les documents produits par la SFIO : « Nous savons le rôle que vous jouez depuis des années dans la conservation et la valorisation du "patrimoine" du mouvement socialiste [...] Le parti socialiste vous donne donc tout le pouvoir pour régler avec les institutions qui en feraient la demande le problème des droits des documents produits par la SFIO. Il vous confie également la charge de déterminer dans quelles conditions tel ou tel document pourrait être mis en consultation. » Archives de l'OURS.

<sup>25</sup> En 1981, Denis Lefebvre a pu constater que les poubelles étaient pleines lors de son arrivée ; il a pu sauver quelques dossiers de la destruction. Lors du second déménagement de 1984, nous avons appris que les caves avaient subi une inondation et que de nombreux dossiers avaient dû être jetés.

<sup>26</sup> Voir notamment la thèse d'Annie Lacroix-Riz, *CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947). Deux stratégies de la Reconstruction*, thèse d'État, université de Paris I, 1981.

ouvertes à la consultation et de nombreux mémoires de maîtrise, de DEA et de thèses sont alors soutenus<sup>27</sup>. À l'occasion du colloque universitaire consacré à Guy Mollet qui se tient en 1986 à Arras et à Lille, des archives de Guy Mollet en cours de classement sont également ouvertes.

Cependant, compte tenu de son mode de fonctionnement, de son histoire mouvementée, de la longue absence d'un vrai centre d'archives, et d'un faible « goût de l'archive » pour reprendre l'expression d'Arlette Farge, bien des responsables ont conservé par devers-eux des « documents » du Parti socialiste SFIO. Certains existaient d'ailleurs en plusieurs exemplaires (comme les circulaires, les comptes rendus des comités directeurs, ou les sténographies des congrès). Dans [le fonds Daniel Mayer](#) – déposé au Centre d'histoire de Science Po –, on trouve aujourd'hui une série quasi complète des circulaires de la SFIO et les comptes rendus des débats du comité directeur pour les deux années durant lesquelles il a été secrétaire général (1944-août 1946), documents qu'il avait dû emporter avec lui en 1946. Guy Mollet avait également conservé un exemplaire des débats du comité directeur de la SFIO (1944-1969)<sup>28</sup> et une partie des archives de la résistance socialiste. Tanguy-Prigent avait, lui, emporté un exemplaire des sténotypies originales des congrès nationaux de 1945 et 1946, [consultables au Centre d'histoire du travail à Nantes](#), qui en a fait faire des doubles déposés aujourd'hui à l'OURS ! Gaston Defferre avait donné les archives du [groupe parlementaire socialiste](#) (essentiellement les comptes rendus des réunions) pour la période 1949-1969 aux archives de la Fondation nationale des sciences politiques, quand Roger Quilliot avait lui emporté les comptes rendus de ces réunions des années 1948-1949 qu'il a confiés à l'OURS dans les années 1980 ! Dans les mêmes années, quelques militants historiens nous ont rapporté des dossiers (sur le mouvement Poujade par exemple) qu'ils avaient empruntés pour des raisons diverses (curiosité, projet d'article...). En tout état de cause, ces « emprunts » divers confirment qu'à aucun moment les socialistes n'ont inventorié sérieusement leurs archives. Le Parti socialiste n'a pas innové en la matière. À tel point que Pierre Guidoni, quittant en 1986 le secrétariat international du PS, et craignant un nettoyage par le vide, a préféré déposer « ses » archives à l'OURS<sup>29</sup>. Excès de prudence ? Qu'on en juge : en 1990, l'Office a eu la surprise d'être contacté par le PS sollicitant une copie de la sténotypie du congrès d'Épinay, son congrès fondateur, son exemplaire ayant disparu de ses « archives » (ou étant introuvable) ! Ironie de l'histoire, c'est le « double » de Guy Mollet, consultable à l'OURS depuis des années, qui a servi à la reproduction.

En anticipant sur la suite de l'histoire, signalons aussi que dans les archives de Pierre Mauroy, entreposées à Lille avant leur dépôt à la Fondation Jean-Jaurès, ont été « retrouvés » en 2009 les cartons des correspondances échangées entre le secrétariat général de la SFIO et les fédérations socialistes à partir de 1959, série continuant celle

<sup>27</sup> Si l'on excepte la grande thèse de science politique de Marc Sadoun sur les socialistes de Munich à la Libération, soutenue en 1979, il faut attendre le début des années 1990 pour que soient soutenues des thèses sur la SFIO des années Guy Mollet (Gilles Morin sur la minorité socialiste qui fonda le PSA, François Lafon sur « les principes du molletisme », Noëline Castagnez sur le Groupe parlementaire...). Les principaux travaux sur la SFIO concernaient alors les courants socialistes de l'entre-deux-guerres, Bataille socialiste, Gauche révolutionnaire, Révolution constructive... Tous ces travaux sont déposés à l'OURS.

<sup>28</sup> Des doubles de ces volumes reliés des comités directeurs seront retrouvés lors des déménagements.

<sup>29</sup> Elles ont été déposées, dans le cadre de la convention entre le PS, la FJJ et l'OURS, au Centre d'archives de la Fondation Jean-Jaurès en 1999.

déposée à l'OURS et que l'on croyait perdue à jamais ! On imagine qu'à l'occasion des divers déménagements, ces cartons ont été emportés par Pierre Mauroy, particulièrement attaché à l'histoire de son parti, de la SFIO au PS, pour éviter leur destruction. De même, à l'occasion de travaux de rénovation au siège du PS en 1997, une nouvelle série des sténotypies reliées des congrès de la SFIO pour la période 1939-1971 est « localisée » dans le bureau d'une responsable du Parti et « rendue » à l'OURS. Cette rénovation sert aussi de déclic : obligé de vider son siège de tout son contenu, le PS doit traiter globalement la question de ses archives. Les sensibilisations des années précédentes commencent à porter leurs fruits, et le PS prend la décision de ne rien jeter. Ce que l'OURS ne récupère pas des archives « historiques » est confié pour stockage à une entreprise professionnelle. Ce sont essentiellement ces archives que la Fondation Jean-Jaurès, créée par Pierre Mauroy en 1992 avec pour modèle les grandes fondations politiques étrangères, et notamment la Friedrich Ebert Stiftung, rattachée au Parti social-démocrate allemand, traitera prioritairement au début des années 2000.

Au cours de cette période, l'OURS voit progressivement disparaître ses derniers fondateurs et se transforme dans sa composition. À la fin des années 1980, pour marquer une nouvelle étape dans l'histoire de l'Office, Claude Fuzier, son président favorise l'entrée d'universitaires dans son conseil d'administration. En 1996, Pierre Guidoni (1941-2000) et Alain Bergounioux, membres de longue date de l'association, intègrent à leur tour le conseil d'administration de l'OURS, actant un rapprochement avec le Parti socialiste. En 1997, au décès de Claude Fuzier (dont les riches archives politiques sont déposées à l'OURS), Pierre Guidoni lui succède et accélère le rapprochement. Les contacts pris avec Lionel Jospin, devenu premier secrétaire du PS en septembre 1995, puis avec François Hollande en 1997 après les élections législatives victorieuses pour les socialistes, et Pierre Mauroy, président de la Fondation Jean-Jaurès, aboutissent à une « convention sur l'histoire et la mémoire du mouvement socialiste ». Pour la première fois de leur histoire, les socialistes se soucient de la conservation de leurs archives et se donnent pour objectif leur préservation, leur mise en valeur et leur communication à des tiers pour la recherche. L'OURS est chargé d'assurer la gestion des droits attachés aux productions (éditions, presse, propagande...) du Parti socialiste SFIO.

Depuis la chute du mur de Berlin et l'ouverture des archives soviétiques, nous savions que des archives de la SFIO conservées au siège du Parti, Cité Malesherbes, volées et emportées par les Allemands entre 1940 et 1944, avaient été « récupérées » par les Soviétiques en Tchécoslovaquie et déposées depuis dans les archives à Moscou<sup>30</sup>. En 2000, à la suite de diverses démarches entreprises par son président, ces archives rapatriées après un accord intervenu entre les gouvernements français et russes sont déposées à l'OURS<sup>31</sup>, ainsi que les documents d'André Ferrat (dont une partie des archives avait été déposée à l'OURS par son épouse décédée depuis, et qui n'avait aucun ayant droit). Cependant, ce retour – un petit gisement d'une vingtaine de

<sup>30</sup> Cf. Sophie Cœuré, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*, Paris, Payot, 2006.

<sup>31</sup> Dans la lettre du 16 juin 1997 déjà citée, François Hollande écrivait à Pierre Guidoni : « S'agissant des archives du parti socialiste SFIO qui se trouveraient dans les fonds revenus de Moscou, il est tout naturel qu'elles reviennent à l'OURS qui conserve déjà l'essentiel des archives de la SFIO. Le parti socialiste vous désigne donc comme destinataire de ces archives et vous engage à faire toutes les démarches nécessaires auprès du ministre des Affaires étrangères pour obtenir cette restitution. »

cartons – n'a apporté aucune véritable révélation sur le mode de fonctionnement et la vie de la SFIO dans l'entre-deux-guerres, si ce n'est qu'il a confirmé la profondeur de ses divisions à la veille de la guerre.

Les archives nationales du PS SFIO sont donc aujourd'hui essentiellement consultables à l'OURS. Mais elles ne sont que la partie émergée de l'iceberg « archives socialistes » avant 1969, immense continent de documents de toutes sortes produits par ses fédérations (certaines comme celles du Nord ou du Puy-de-Dôme étant déposées dans les centres d'Archives départementales respectifs), ses sections, et ses militants, qu'ils soient élus ou adhérents de base et dont émergent d'autres îlots aussi riches que divers. Les quelques cent fonds privés déposés à l'OURS n'en constituent que des résurgences. Signalons les fonds les plus importants que nous n'avons pas encore cités et qui sont aussi les plus consultés : pour l'avant-1920, Marcel Sembat<sup>32</sup> (dont ses *Cahiers noirs...*) et André Lebey. Pour l'entre-deux-guerres : Maurice Deixonne, Germaine Degron, René Hug, André Ferrat, André Varagnac. Pour la Quatrième République : Ernest Cazelles, Albert Gazier (dont son « journal » et ses mémoires), Charles Lancelle, Louis Lévy, Charles Pot, Pierre Rimbert, Robert Verdier (dont son journal)...

Quant à la dispersion, le rapide aperçu qui suit en donne l'ampleur : au [Centre d'histoire de Sciences Po](#), les fonds Vincent Auriol (aujourd'hui aux Archives nationales), Léon Blum, Daniel Mayer, Alain Savary, Gilles Martinet pour l'essentiel) ; ceux du [Centre d'histoire sociale de l'université de Paris 1](#) (fonds Jean Charlot, Adéodat Compère-Morel, Froment, Arthur Groussier, Paulin, Sixte-Quenin, Jean Zyromski, etc.) ; enfin ceux des [Archives nationales](#) (fonds Édouard Depreux, Pierre-Olivier Lapie, Jean Locquin, Alexandre Millerand, Jules Moch, Marcel-Edmond Naegelen, Joseph Paul-Boncour, Marceau Pivert, Christian Pineau, Albert Thomas, etc.). Hors Paris, quelques riches gisements sont à découvrir. Citons ceux du Nord (au siège de la fédération socialiste) bien sûr, mais aussi la Loire-Atlantique où le [Centre d'histoire du travail](#) a rassemblé des archives socialistes majeures (fonds Tanguy-Prigent, Bernard Lambert, Jean Poperen), l'Indre (fonds Max Hymans), la Drôme (fonds Maurice Pic), les Pyrénées-Orientales (fonds Jean Rous), l'Ille-et-Vilaine (fonds Foulon), ou Marseille (fonds Defferre dans les archives municipales).

---

<sup>32</sup> Bref résumé de l'histoire longue de ce fonds. En 1979, Denis Lefebvre a un premier contact avec Pierre Collart, neveu de Marcel Sembat, par l'intermédiaire de l'historien Georges Lefranc. Il dépose des archives de son oncle et des extraits des « Cahiers noirs » de Sembat sont publiés dans six *Cahier et revue de l'OURS* entre 1982 et 1984. Au décès de Pierre Collart, le dépôt des archives de Sembat est bloqué. En 1995, l'Office récupère les archives d'André Lebey, député socialiste et très proche de Sembat, déposées par son petit-fils. En novembre 2000, l'OURS achète des documents provenant des archives d'André Lebey lors d'une vente aux enchères à Lyon : parmi ces documents (correspondances), le testament de Marcel Sembat. En 2001 et 2002, Michel Varagnac dépose les archives de son père André Varagnac, exécuteur testamentaire du couple Sembat (il a préparé avec son cousin Pierre Collart l'édition de l'ouvrage posthume de son oncle, *La Victoire en déroute*, paru en 1925). C'est finalement en 2003 que Mme Hayard dépose les originaux des « Cahiers noirs » de Sembat et des carnets de son épouse Georgette Agutte, à l'OURS. Le reste des archives Sembat est déposé aux Archives nationales par une autre branche de la famille.

## Les archives du Parti socialiste : convention et professionnalisation

Cependant, l'Office ne s'intéresse pas qu'à la SFIO. Dès le départ, Denis Lefebvre a commencé à récupérer auprès de Claude Fuzier et d'autres responsables politiques amis de l'OURS, et auprès du PS, les circulaires, les notes de travail internes, la presse, les livres et les brochures produits quotidiennement, documents intégrés dans la bibliothèque. Des militants, notamment historiens, n'hésitent pas à lui confier leurs dossiers d'archives récentes. L'Office demande aussi systématiquement auprès des radios et des télévisions les comptes rendus des émissions politiques auxquelles participent les responsables socialistes. Toute cette documentation est immédiatement mise en libre consultation et supplée bien souvent le centre de documentation du PS peu préparé à répondre aux demandes des chercheurs ou des journalistes en cette matière. L'OURS n'est pas un « grenier nostalgique » de la SFIO, il se veut à la fois un centre de ressources et un lieu de recherches ouvert à tous, ses publications servant à diffuser les travaux récents sur l'histoire socialiste<sup>33</sup>. En cette fin des années 1980, il est le seul centre d'archives de cette sorte.

Dans les premières années de la Fondation Jean-Jaurès, le volet histoire et archives est présent dans ses activités mais elle ne dispose pas encore d'un local adapté à la conservation d'archives. Ce sera chose faite avec l'installation 12, Cité Malesherbes, au milieu des années 1990, puis la création du [Centre d'archives socialistes/Fondation Jean-Jaurès](#) (CAS/FJJ) en 1999. Deux ans auparavant, en 1997, au moment de la signature de la convention sur la mémoire et l'histoire entre l'OURS, la FJJ et le PS, l'Office reçoit en dépôt les archives des débats des organismes centraux du PS (sténotypies des congrès, conventions, réunions diverses, comptes rendus des comités directeurs, relevés de décisions des bureaux et secrétariats...) pour la période 1971-1993. Il est alors décidé d'ouvrir librement à la consultation toutes les sténotypies des congrès nationaux du PS, ainsi que les procès-verbaux des réunions antérieures à 1981, et de soumettre le reste à une autorisation. Cette décision réduisait largement les délais de consultation fixés habituellement à 30 ans en matière d'archives privées.

Début 2000, le développement de la Fondation Jean-Jaurès et de son CAS, les centaines de mètres linéaires de rayonnage désormais disponibles pour les classements, permettent de faire face à l'afflux des fonds du PS, notamment aux plus de 700 caisses stockées depuis 1997 chez un prestataire extérieur. Du côté de l'OURS, il faut quitter « notre » siège historique de la rue de Lille, le bail arrivant à expiration fin 2006<sup>34</sup>. Les relations nouées avec la FJJ, le souci commun de la préservation de la mémoire socialiste, le renouvellement de la convention sur la mémoire et l'histoire avec le PS en 2006, la capacité d'accueil pour les fonds de l'OURS (alors plus de 500 mètres linéaires, archives et bibliothèque), rendent évidente l'installation Cité Malesherbes.

Depuis janvier 2007, toutes les archives « historiques » socialistes sont donc conservées dans un lieu unique, depuis celles de la SFIO et du « nouveau » PS de

<sup>33</sup> Vincent Chambarlhac, « Le parti et ses archives : À distance de l'archive socialiste », *op. cit.*

<sup>34</sup> Sur cet aspect, nous renvoyons à l'article de Denis Lefebvre, « De la rue de Lille à la Cité Malesherbes », publié dans *L'OURS*, n° 363, décembre 2006, p. 8. <http://www.lours.org/default.asp?pid=513> [lien consulté le 30 septembre 2014].

Savary, à celles du PS depuis Épinay déposées à la FJJ et « gérées » conjointement. Il ne s'agit donc pas d'une fusion, mais d'un partenariat, l'accueil des chercheurs se faisant désormais dans une salle de lecture commune. L'un des premiers résultats concrets est la numérisation par la FJJ des comptes rendus des débats des organismes centraux, de la SFIO au PS (1939-1993), ou de titres de la presse socialiste (*L'Unité*, le *Bulletin intérieur du Parti socialiste SFIO...*), consultables sur leur portail d'archives. Comme le CAS, l'OURS continue à accueillir de nouveaux fonds d'archives, notamment d'anciens militants du PSU, ayant ensuite rejoint le PS : Michel de la Fourrière, Robert Chapuis, Jacques Moreau, Raymond Bernheim. Chacun de ses fonds a sa propre histoire, de sa constitution à son dépôt dans l'un ou l'autre de ces deux centres d'archives.

Le mode de fonctionnement du Parti – avec des congrès nationaux ouverts depuis 1907 à la presse où s'expriment les diverses tendances et s'étalent les divergences internes – et le rapport au parti de ses militants et responsables qui n'ont pas le culte du secret, expliquent probablement que les sources internes de l'organisation n'ont suscité qu'un intérêt moyen de la part du public. Force est de constater, qu'à la différence des archives du mouvement communiste, les archives socialistes ont peu nourri les fantasmes. Ainsi le retour des archives de Moscou n'a pas été un événement et l'ouverture très libérale de ses archives pour une période très récente (et bien avant toutes les autres formations politiques) apparaîtrait presque comme naturelle !

Compte tenu de cette histoire socialiste mouvementée rappelée ici à grands traits et dont les archives portent la trace, on peut aussi se demander si, paradoxalement, la longue absence de centralisation des archives n'a pas évité des destructions ou des disparitions plus massives encore. Cela ne remet pas en cause le travail entrepris par l'OURS, rejoint par la FJJ, pour la préservation des archives, dans un contexte « mémoriel » plus apaisé, mais c'est une piqûre de rappel. Les archives sont toujours menacées, les espaces de rangements manquent largement comme les moyens face à la masse de documents produits quotidiennement par le PS. Et comme dans tous les centres d'archives, la question des supports (audios, vidéos, numériques, etc.) et de leur préservation est encore plus cruciale que par le passé compte tenu de l'obsolescence rapide et parfois surprenante de certains outils bureautiques et informatiques.

Aucune obligation légale n'impose au PS de conserver ses archives. Mais il se réclame du socialisme démocratique et d'une histoire qui plonge ses racines dans les Lumières ; sa Charte éthique annonce la transparence de ses débats et de ses discussions ; ses statuts actuels font référence aux archives de la section à laquelle chaque militant adhère<sup>35</sup> et auxquelles il peut avoir accès. Ce souci de l'histoire, des

---

<sup>35</sup> <http://www.parti-socialiste.fr/les-statuts-et-le-reglement-interieur>. Statuts adoptés après le congrès de Toulouse de 2012, suivis de la charte éthique et de la Déclaration de principes. Voir articles 2.1.1.1.3 des statuts pour les archives, et article 23 de la Déclaration de principes pour la transparence. Il se revendique d'une histoire et d'une culture, la déclaration de principes affirmant : « Il revendique le souvenir de 1848, avec l'abolition de l'esclavage, de la Commune, l'héritage de la République, de son œuvre démocratique, et de son combat pour la laïcité, des grandes conquêtes sociales du Front populaire, de la Libération, de mai 68, de mai 81 et des gouvernements de gauche qui se sont succédés depuis. Il participe des grandes batailles politiques et intellectuelles pour la liberté et la justice, de

Frédéric Cépède, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 24, septembre-décembre 2014 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

archives et de leur conservation date des années 1990 et constitue une nouveauté et un progrès. Cependant, la convention actualisée en 2006, et depuis reconduite tacitement, ne prévoit pas encore de « cahier des charges » ou de « calendrier » de dépôt : la brochure destinée aux secrétaires de section du PS comporte un chapitre consacré aux archives, rédigé par les archivistes de l'OURS et de la FJJ, mais les « trois âges des archives » (archives « courantes » pour le quotidien, puis « intermédiaires », et enfin « historiques », à conserver pour l'histoire) sont encore ignorés. N'est donc classé que ce que le PS dépose, à son rythme, selon ses propres besoins de place<sup>36</sup>... Dans le même temps, Laurent Jalabert, au terme de son panorama des sources de l'histoire du socialisme des années 1970 à nos jours dressé pour rendre compte de sa démarche pour « construire une recherche en histoire immédiate du politique », note que « la gestion de l'abondance est le plus sérieux des problèmes<sup>37</sup> ».

Transparence du débat dans le Parti socialiste, gestion des sources, besoin d'histoire, attentes des historiens, de la société... Il est nécessaire de rappeler que le dynamisme de la recherche sur l'histoire du mouvement socialiste doit beaucoup à cette apparition de nouvelles sources, à la fois d'organisations et de personnalités, à leur classement, à leur mise en consultation rapide et facilitée par ce lieu unique de conservation. Il le doit aussi à l'« animation » faite depuis des années par l'OURS et la FJJ à travers les séminaires, les colloques, les publications, les expositions, les manifestations. Mais rien n'est jamais acquis en ce domaine.

### L'auteur

Frédéric Cépède est historien, journaliste, secrétaire de rédaction des publications de l'OURS. Il a publié récemment : « Archives socialistes : quoi de neuf ? », dans François Audigier, Frédéric Fogacci, David Colon (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique* (Peter Lang, Collection « France contemporaine », 2012) et « [Réforme ou révolution, quelles images pour le socialisme? Regard sur un siècle d'affiches socialistes](#) » (*Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011).

### Résumé

À travers l'histoire de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), cet article vise à éclairer, d'hier à aujourd'hui, les relations des socialistes avec leur histoire et avec les sources pour l'écrire. Il décrit les archives très éclatées d'un mouvement socialiste qui a unifié en 1905 dans le Parti socialiste SFIO les principales familles apparues au lendemain de la Commune. Les séismes politiques (congrès de Tours [1920], crise néo-socialiste [1933], crise pivertiste [1938]...), le pillage de son siège au cours de la Deuxième Guerre mondiale, des crises politiques (1958), le congrès

---

l'affaire Dreyfus à l'abolition de la peine de mort. Il fait sien la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. »

<sup>36</sup> Frédéric Cépède, « Un bilan archivistique. Archives socialistes : quoi de neuf ? », dans François Audigier, David Colon, Frédéric Fogacci (dir.), *Les partis politiques. Nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, volume 4, Bruxelles, Peter Lang, collection « France contemporaine », 2012.

<sup>37</sup> Laurent Jalabert, « Construire une recherche en histoire immédiate du politique : les sources de l'histoire du socialisme des années 1970 à nos jours », dans « Bilan et perspectives de l'histoire immédiate, numéro spécial actes du colloque, *Cahier d'histoire immédiate*, revue n° 30-31, automne 2006-printemps 2007, p. 113-129.

Frédéric Cépède, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 24, septembre-décembre 2014 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

d'Épinay (1971), des déménagements (1975, 1980), autant que son mode de fonctionnement non centralisé, ont eu des conséquences sur l'éparpillement des sources. Cet article explique pourquoi et comment le PS a finalement décidé à partir de 1997 de confier à l'OURS et à la Fondation Jean-Jaurès, la « gestion » de ses archives historiques.

**Mots clés :** archives ; socialisme ; parti socialiste ; l'OURS ; Fondation Jean-Jaurès.

### **Abstract**

By telling the history of the University Office of Socialist Research (OURS), this article aims to shed light on, from yesterday to today, the relationship of socialists with their history and with the sources that wrote it. This article describes the fragmented archives of the 1905 socialist movement that unified the major groups within the Party SFIO that had immersed in the wake of the Paris Commune. Political upheavals (Tours Conference (1920), Neo-Socialist Crisis (1933), the Pivertist crisis (1938)...), the ransacking of the Party's headquarters during the Second World War, the political crises (1958), the Épinay Convention (1971), and the two moves of party headquarters (1957, 1980), as well as the un-centralized nature of the Party's operations, had dire consequences on the dispersal of documents. This article explains why and how the Socialist Party finally decided, in 1997, to entrust the administration of their historical archives to the OURS and to the Jean-Jaurès Foundation.

**Key words :** Archives ; Socialisme ; l'OURS ; Fondation Jean-Jaurès.

**Pour citer cet article :** Frédéric Cépède, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 24, septembre-décembre 2014 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]